

## Prochain tarif d'utilisation des infrastructures de stockage de Storengy, Teréga et Géométhane

*Date de la contribution : 04/10/2019*

Total Direct Energie (TDE) souhaite en premier lieu rappeler que la récente réforme du stockage, si elle assure une plus grande transparence sur le coût des stockages et ainsi qu'un meilleur fonctionnement du marché de la fourniture, aboutit à la rémunération de 138,5 TWh (2.38 TWh/j) de stockages, alors que seuls 64 TWh (2 TWh/j) sont utiles actuellement et pour les années à venir, pour satisfaire le critère de sécurité d'approvisionnement.

Dans ce contexte, il est donc nécessaire, afin que les consommateurs ne paient pas indument des coûts inutiles, à ce que la détermination du revenu des opérateurs de stockage soit effectuée par la CRE avec la plus grande parcimonie.

Par ailleurs, Total Direct Energie alerte sur le fait que cette surcapacité de stockages par rapport aux besoins de sécurité d'approvisionnement, viendra d'une part distordre les signaux de prix sur les marchés de gros, et d'autre part désinciter les acteurs à souscrire les autres capacités concourant à la sécurité d'approvisionnement (interconnexion, GNL notamment), alors même qu'elles sont tout autant indispensables. En particulier les souscriptions long-terme de capacités d'interconnexions arriveront à échéance dans les années à venir, sans que les signaux de marché actuels n'incitent à les renouveler. Ce constat est d'ailleurs mentionné par la CRE elle-même dans le cadre de la consultation N°2019-014 relative aux tarifs d'utilisation des réseaux de transport et plus particulièrement dans le cadre de l'évaluation prévisionnelle des souscriptions annuelles de capacité.

Total Direct Energie appelle donc de ses vœux la tenue d'une réflexion d'ensemble sur la place et le coût<sup>(1)</sup> des différentes capacités participant à la sécurité d'approvisionnement, ainsi que sur les mécanismes permettant d'assurer que celles-ci sont effectivement souscrites en amont des pointes de consommation.

(1) 175 €/MWh/j pour une capacité d'interconnexion depuis la Belgique, contre près de 300 €/MWh/j pour les stockages en considérant un revenu régulé de 700 M€.

**Question 1 :** Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif AT52 ?

TDE est favorable sur le principe à cette proposition qui va dans le sens des arguments avancés en introduction. Il aurait néanmoins été intéressant que la CRE détaille la liste des actifs qui seraient concernés et propose une estimation des impacts économiques de cette décision afin de pouvoir juger de son intérêt au regard de la complexité qu'elle introduit.

**Question 2 :** Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif AT52 ?

Il apparaît logique que l'intégralité - et non « *au moins en partie* » comme évoqué par la CRE - des plus ou moins-values constatées lors de cessions d'actifs soient pris en compte dans le CRCP, de manière à ce que les consommateurs bénéficient de la totalité des éventuelles plus-values réalisées alors même qu'ils ont contribué à financer les achats correspondant.

**Question 3 :** Êtes-vous favorables aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif AT S2 ?

Favorable

**Commentaire :**

TDE partage l'opinion de la CRE quant à la non prise en compte dans le tarif AT S2 des coûts de démantèlement des sites de Saint-Clair-sur-Epte, Soings-en-Sologne et Trois-Fontaines.

TDE est favorable au passage à une année en ce qui concerne le lissage de l'apurement du CRCP. Cela permet d'éviter de trop grands décalages temporels entre les opérations physiques et les investissements associés et les flux financiers liés au recouvrement des tarifs d'utilisation des infrastructures de stockage.

Comme proposé par la CRE, le maintien d'un seuil d'évolution tarifaire annuelle de +/- 2% semble pertinent afin d'éviter néanmoins de trop gros à-coups tarifaires.

**Question 4 :** Avez-vous des remarques concernant le calendrier et les principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif AT S2 ?

TDE est favorable au calendrier et à la méthodologie proposée par la CRE.

**Question 5 :** Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif AT S2 ?

Favorable

**Commentaire :**

TDE est favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE.

**Question 6 :** Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif AT S2 ?

Favorable

**Commentaire :**

TDE est favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif AT S2.

**Question 7 :** Êtes-vous favorable à la simplification et à l'évolution du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, notamment environnementale, envisagé par la CRE pour le tarif AT S2 ?

Favorable

**Commentaire :**

Après les problèmes opérationnels observés pendant la campagne 2018/2019, TDE accueille très favorablement la proposition de mise en place des deux indicateurs relatifs aux indisponibilités des sites de stockage.

TDE partage également la position de la CRE concernant la non incitation financière à ce stade pour cet indicateur en

raison du manque d'historique pour la calibrer. En revanche, il est nécessaire de pouvoir prévoir de mettre en place cette incitation en cours de tarif AT52 dès que suffisamment de données réalisées seront disponibles.

TDE est favorable à la mise en place des indicateurs relatifs à l'environnement, et de ne pas les inciter financièrement à ce stade pour les mêmes raisons que précédemment.

**Question 8 :** Êtes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage reçoivent un bonus/malus équivalent à 0,5 % des premiums des enchères de stockage lorsque le niveau du filet de sécurité est atteint ?

Ni favorable, ni défavorable

**Commentaire :**

En premier lieu, il nous semble important de souligner que le mécanisme d'incitation actuel a abouti au versement de sommes totalement disproportionnées par rapport aux efforts à fournir par les opérateurs de stockage pour y parvenir. Il convient de reconnaître aux opérateurs de stockage la mise en place de nouvelles politiques commerciales auprès des acheteurs ainsi qu'un travail sur les propriétés techniques des produits commercialisés, mais l'impact de ceux-ci reste peu significatif au regard de celui lié au signal économique fourni par le spread été / hiver.

TDE souhaite rappeler ici, concernant la commercialisation des capacités de stockage, que l'objectif premier de la commercialisation est de maximiser les souscriptions de capacité de stockage. L'objectif de maximiser le revenu issu des enchères n'est recherché que dans un second temps.

TDE n'est pas opposé sur le principe à une incitation financière mais le critère et les méthodes de calcul doivent respecter les objectifs définis. TDE considère que la méthode de calcul proposé par la CRE pour le bonus / malus incite avant tous les opérateurs de stockage à vendre leurs capacités à des prix plus élevés, mais pas nécessairement à en vendre davantage.

En lieu et place d'un critère basé sur le prix, TDE propose que le critère de calcul du bonus / malus soit le volume vendu. Ainsi l'atteinte des critères en volume et en débit du filet de sécurité pourrait déclencher un premier versement forfaitaire, et les capacités vendues au-delà du filet de sécurité permettraient d'augmenter le bonus.

De manière symétrique, des malus viendraient dégrader la performance des opérateurs de stockage pour les volumes en défaut par rapport au filet de sécurité.

En ce qui concerne la fixation du plafond de bonus / malus, TDE considère que la proposition de le fixer à 1% du premium obtenu sur chaque enchère est raisonnable.

**Question 9 :** Êtes-vous favorable à la fixation dans le tarif des pénalités à verser par l'opérateur de stockage à un client en cas de non disponibilité des capacités achetées par celui-ci ?

Ni favorable, ni défavorable

**Commentaire :**

TDE considère que les conditions contractuelles actuellement en place entre les opérateurs de stockage et les acheteurs sont satisfaisantes. TDE est favorable aux propositions de la CRE tant que ces conditions contractuelles subsistent.

**Question 10 :** Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif AT52 ?

A partir des informations fournies, TDE n'a pas de remarque particulière concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R et D envisagé par la CRE pour le tarif AT52. Cependant TDE regrette que la CRE ne donne pas davantage d'information quant au contenu des études de R et D évoquées.

**Question 11 :** Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période AT52 pour Storengy, Teréga et Géométhane ?

Défavorable

Commentaire :

Les demandes formulées par les opérateurs de stockage atteignent des niveaux très élevés. Comme évoqué en introduction, TDE regrette vivement que ces niveaux intègrent le maintien en condition opérationnelle d'installations qui ne sont pas nécessaires à la sécurité d'approvisionnement faisant ainsi porter des coûts inutiles et évitables sur les consommateurs.

En première approche, TDE se félicite que les analyses préliminaires de la CRE conduisent à revoir assez nettement à la baisse les revenus autorisés des opérateurs de stockage.

Néanmoins TDE ne comprend pas le positionnement de la CRE (3.2.3 page 33) consistant à considérer, pour l'estimation des charges nettes d'exploitation, une borne haute correspondant à la demande des opérateurs et une borne basse correspondant aux conclusions de l'audit externe diminuées d'ajustements complémentaires de la CRE. Il semble encore curieux (3.6.2) que la CRE utilise une moyenne entre ces deux valeurs pour présenter ses conclusions.

Cette méthode n'est pas justifiée et semble n'avoir aucune rationalité économique -d'autant plus que les opérateurs de stockage ont tout intérêt à gonfler leurs demandes dans un contexte où le revenu autorisé retenu est une fonction croissante de la demande qu'ils formulent.

TDE ne comprend pas pourquoi l'on ne retiendrait pas directement les niveaux déterminés dans les rapports d'audit effectués par un organisme indépendant dont les analyses semblent pertinentes, niveaux qui seraient diminués des ajustements pertinents proposés sur les postes « énergie » et « R et D » par la CRE.

En d'autres termes, TDE souhaite que la CRE adopte directement ce qu'elle appelle la « trajectoire ajustée » concernant l'évaluation des charges nettes d'exploitation et la détermination du revenu autorisé.